



Le drame de MERS EL-KÉBIR

Auteur : Général René MASCARO

Le 3 juillet 1940, vers 7 h 00 du matin une escadre anglaise se présente devant Mers El-Kébir et remet à l'amiral GENSOUL, commandant les forces navales françaises, un ultimatum lui enjoignant de se soumettre.

Après une série de pourparlers et devant le refus français, l'escadre anglaise ouvre le feu à 16 h 56 sur les navires français coincés dans la rade. C'est un massacre, 1300 marins français sont tués.

Mers El-Kébir n'est qu'un volet d'un plan anglais appelé Catapulte qui se déroule le même jour dans les ports britanniques à Alexandrie et plus tard à Dakar.

Pour comprendre comment on a pu en arriver là, il faut revenir sur l'ambiguïté de l'alliance franco-anglaise mais aussi sur les personnalités des protagonistes, le Président du Conseil français Paul Reynaud, le Premier Ministre britannique Churchill, et enfin sur la situation désespérée dans laquelle se trouvait l'Angleterre fin juin 1940.

RAYNAUD ET CHURCHILL

Nous avons déjà évoqué l'insuffisance de la contribution anglaise à l'effort de guerre et la désinvolture avec laquelle ils se comportèrent pendant la campagne de France.

Pour comprendre cet état de fait, il faut revenir sur les faiblesses de la diplomatie française entre 1920 et 1940 qui s'avéra incapable d'obtenir des Anglais la définition des buts de guerre et le niveau de participation de leurs forces au conflit. On l'a accusée avec quelques bonnes raisons d'avoir été à la remorque de la diplomatie britannique.

On a fait souvent allusion à l'influence du lobby britannique (la City, la presse...) sur certains hommes politiques français dont le plus en vue était Pierre-Etienne Flandin, véritable représentant du clan pro-anglais.

Entré en politique en 1919, Paul Raynaud décida très vite de jouer également la carte anglaise et pour contourner Flandin, très proche des milieux conservateurs pacifistes, il se rapprocha des conservateurs bellicistes dont les chefs de file étaient Churchill et Antony Eden.

Le 23 mars 1940, quand il devient Président du Conseil, on ne peut pas dire qu'il ait réalisé la percée. Il a 62 ans, une intelligence brillante, mais de petite taille, arrogant, au jugement lapidaire, il ne suscite pas la sympathie et nombreux sont ceux qui l'ont accusé d'avoir voulu assumer, en ces temps tragiques, un rôle disproportionné à ses moyens.

Investi avec une voix de majorité à la Chambre, en situation précaire, il a besoin de l'appui du gouvernement britannique et lui demande immédiatement une entrevue. Le 28 mars, il se trouve à Londres ; accompagné du général Gamelin et de l'amiral Darlan, essentiellement pour préparer l'expédition de Norvège.

Le jour même, en marge de la conférence, à titre purement personnel, sans être sollicité, il propose au gouvernement britannique un accord interdisant aux deux parties de conclure une paix séparée (ce qui est la règle en matière diplomatique) mais aussi d'entamer des négociations en vue d'un armistice (ce qui est sans précédent dans les usages diplomatiques). Pour les Britanniques qui s'empressent d'accepter, c'est la divine surprise.

Ils obtiennent sans contrepartie ce qu'ils espéraient depuis longtemps et pour lequel ils avaient fait des ouvertures restées sans suite en raison de leur refus de définir les buts de guerre et leur niveau de participation dans le conflit.

Paul Raynaud commit donc, dans la semaine qui suivit son arrivée au pouvoir, une bétise historique, enfermant la France dans ce qu'on appelle en d'autres domaines un contrat léonin. Il ne sollicita ni l'avis de Gamelin ni celui de Darlan, cette décision ne fit l'objet d'aucune discussion ou déclaration en Conseil des Ministres. Mais, consignée dans un procès-verbal, elle attendra son heure pour être présentée comme ayant force de loi et c'est sur elle que se fonderont les Britanniques pour justifier Mers EL-Kébir.

Voyons maintenant comment elle fut exploitée.

LES 14 ET 15 JUIN 1940

Dès le 11 juin, la situation des armées françaises est considérée comme désespérée et Churchill, qui vient d'assister à un briefing au G.Q.G. de Briare, est parfaitement au courant.

Le lendemain, au Conseil des Ministres qui se tient au château de Gangé, près de Tours, Weygand pose pour la première fois le problème d'une demande d'armistice. Paul Reynaud s'y oppose vivement, suivi par une majorité des ministres, en faisant valoir l'accord du 28 mars. Mais une discussion animée s'engage, cette majorité vacille et finalement, on décide de demander à Churchill de venir devant le Conseil des Ministres du lendemain pour lui exposer la gravité de la situation. Et ensuite, au vu de ses réactions, on avisera en ce qui concerne l'armistice.

Le lendemain, Reynaud va accueillir Churchill à Tours et décide d'avoir un entretien particulier avec lui avant de l'amener devant le Conseil des Ministres qui l'attend. Reynaud lui expose la situation et lui demande formellement l'autorisation d'entamer les négociations d'armistice, et à son immense surprise, la réponse de Churchill, très ému, est la suivante : " Nous comprenons la situation où vous vous trouvez, nous ne ferons pas de récrimination dans une pareille hypothèse (en cas de demande d'armistice) ". La séance est momentanément levée, Churchill s'isole avec sa suite pour prendre son conseil et, une demi-heure après, revient et confirme son accord avec une seule condition : qu'un dernier appel soit envoyé par la France à Roosevelt pour demander l'intervention des Etats-Unis dans le conflit.

A cet instant, Reynaud aurait donc dû conduire Churchill devant le Conseil des Ministres français qui l'attendait pour conformer son accord. Il n'en fit rien et Churchill, considérant l'entretien terminé, ne posa aucune question et reprit son avion pour Londres.

Reynaud s'entretient ensuite avec Mandel, Herriot et Jeanneney qui s'opposent à toute idée d'armistice, puis rejoint le Conseil des Ministres qui attend toujours Churchill. Il annonce alors avoir déclaré à Churchill que le gouvernement français "avait pris la décision de ne pas conclure d'armistice et de continuer les hostilités."

Stupeur et consternation du Conseil des Ministres où s'engage une discussion houleuse et confuse. Ce 14 juin, une seule décision est prise : le gouvernement sera transféré de Tours à Bordeaux.

Le soir même, Reynaud décide d'envoyer de Gaulle à Londres pour, entre autre, amener Churchill à revenir sur ses déclarations "trop compréhensives" de l'après-midi. C'est d'ailleurs inutile, le travail a déjà été fait par le Cabinet britannique et le War Office.

On voit donc l'imposture prendre le relais de la bévue et les responsabilités se préciser.

Les 14 et 15 juin, les Britanniques vont tirer toutes les conséquences des événements du 13. Le 14 juin à 10 h 30, le général Brooke, nouveau commandant en chef britannique en France, signe un protocole concernant l'emploi des unités britanniques au QG de Weygand. Ensuite tout va très vite. L'après midi, voulant assurer ses arrières, il a un échange croisé de conversations téléphoniques avec le

War Office et, en fin de soirée, avec Churchill. Il en ressort qu'il est dégagé de ses obligations vis-à-vis du commandement français et qu'il agira en fonction de ses seuls intérêts. Suite à cela, 136.000 Anglais sont mis en route pour être évacués et la participation de la R.A.F. est réduite à 80 appareils.

Le lendemain, Weygand est informé que le général Brooke n'est plus à ses ordres. Au même moment, Raynaud reçoit des messages de Churchill et des Premiers Ministres des Dominions britanniques engagés dans le conflit rendant hommage à la France, l'incitant à poursuivre la lutte mais ne faisant aucune allusion à leur défection. Quand Raynaud, mis au courant, s'en étonnera auprès de Churchill il lui sera répondu que "Weygand ayant déclaré au général Brooke que toute résistance des armées françaises ayant cessé (ce qui était manifestement faux), le retrait des britanniques était bien naturel". Là, le cynisme prend le relais de la duplicité.

Le 15 à 16 h 00 au conseil des ministres, Raynaud propose à Weygand de capituler, "solution qui n'engage que l'armée et qui laisse le gouvernement libre de ses mouvements ". On voit déjà qui va porter le chapeau. Weygand refuse avec indignation. On est dans une impasse et c'est alors que Chautemps, vice-président du conseil, propose un compromis : Se contenter de demander aux Allemands quelles seraient leurs conditions d' armistice et en informer les Anglais .On pense que les conditions allemandes seront inacceptables et on s'en prévaut pour les rejeter en prenant les Français à témoins, ,justifiant ainsi la décision du transfert du gouvernement en A.F.N. pour y poursuivre la guerre.

Vers 21h 00, Raynaud convoque l'ambassadeur de Grande-Bretagne pour lui remettre un message destiné à informer Churchill de la proposition de Chautemps et lui demander son feu vert. En cas de refus il démissionnera. Comme la réponse négative de Roosevelt vient d' arriver, elle est ajoutée dans le message à Churchill.

La balle est maintenant dans le camp britannique.

LE DEVENIR DE LA FLOTTE FRANÇAISE

Nous terminerons cette journée clé du 15 juin par le problème du devenir de la flotte française . On en parle à mots couverts depuis quelques jours et quand on s' inquiète des conditions d' armistice, on prête aux Allemands l' intention d' imposer la reddition de la flotte et de l' utiliser à leur profit .Elle constitue par contre le seul atout français pour négocier un armistice honorable. Nous allons voir pourquoi.

A la mi-juin 1940 la marine française est la seule armée qui soit intacte. Elle possède une flotte qui est parmi les plus puissantes et surtout les plus modernes du monde .

De 1919 à 1939 deux hommes, les amiraux Durand-Viel et Darlan ont voulu une marine forte et moderne, ils ont eu le talent d' en convaincre les gouvernements successifs qui y ont consacré les crédits nécessaires .Forte de 640000 tonnes, homogène, bien articulée, commandée par des amiraux de qualité, c'est un

instrument de combat remarquable, le meilleur que la France ait possédé depuis la Révolution. Sa montée en puissance a même inquiété les Anglais qui ont tenté des manœuvres peu amicales par le biais des Américains et même des Allemands et des Italiens pour s'y opposer. C'est là une constante de la politique anglaise en Europe.

Ce qui préoccupe désormais les Anglais et les Américains ce n'est pas le sort de la France, c'est la dévolution de sa flotte.

Il est à noter que du 14 au 17 juin l'amiral Darlan va envoyer aux amiraux des grands commandements des messages où il est précisé que la flotte sera détruite plutôt que d'être livrée. Toutes les éventualités sont prévues, y compris celle où Darlan n'étant plus maître de ses mouvements, viendrait à donner des ordres contraires. "Dans ce cas les commandants d'unités seraient tenus de lui désobéir". On ne saurait être plus clair.

La journée du 16 juin est celle du destin et des chassés croisés. Churchill va répondre à Raynaud par deux messages successifs, dans lesquels il donne son feu vert à l'ouverture des pourparlers d'armistice à deux conditions : Que les Anglais soient consultés quand les conditions allemandes seront connues - ce qui est bien naturel - mais surtout qu'en attendant l'ouverture des pourparlers, la flotte française soit dirigée vers les ports britanniques - ce qui équivaut pour la France à livrer sa flotte aux Anglais et demander l'armistice sans aucun atout.

Raynaud est très déçu car il attendait un veto pur et simple de Churchill. On comprend à quel point la France se trouve piégée. Simultanément un élément spectaculaire est introduit dans le jeu. L'ambassadeur de France à Londres Corbin et Jean Monet, en liaison avec le Foreign Office, ont élaboré un projet consistant à proclamer l'union organique de la France et du Royaume-Uni ce qui rendrait caduque toute négociation séparée. De Gaulle est chargé de présenter le projet à Churchill qui l'accepte et le fait entériner par son cabinet. De Gaulle le transmet donc à Raynaud enthousiaste qui y voit une porte de sortie.

Les deux messages envoyés à Raynaud sont retirés par l'ambassadeur de Grande-Bretagne et considérés comme caducs. Seul Raynaud en a eu connaissance et, ouvrant le Conseil des Ministres, il n'a pas à en faire état. Il présente le projet d'union franco-britannique et c'est un sentiment de rejet qui prévaut pour une majorité des ministres pour qui le problème essentiel est désormais la cessation des combats.

A 22 h 00 à l'issue d'une nouvelle réunion, Paul Raynaud présente sa démission. Dans la foulée le maréchal Pétain forme le nouveau gouvernement dont la première décision, à 01h 00 du matin, est de faire demander à l'Allemagne par l'intermédiaire de l'Espagne quelles sont ses conditions pour un Armistice.

A cette date pour le nouveau gouvernement français aucune question officielle concernant la flotte n'a été posée, les deux télégrammes du 16 juin étant caducs.

DU 17 AU 24 JUIN

C' est pendant cette période que l'armistice est demandé et négocié par le gouvernement Pétain. Elle est marquée par un certain nombre d'évènements et de manœuvres politiques.

Coté français, allocution de Pétain au peuple français, le gouvernement donne l'ordre aux bâtiments de la flotte de l'Atlantique menacés par l'avance allemande de s'échapper ou de se saborder. Cet ordre sera exécuté à la lettre. Il prend à l'unanimité la "décision solennelle et irrévocable" de ne laisser en aucun cas la Flotte tomber aux mains de l'ennemi. Cette décision est immédiatement notifiée aux gouvernements anglais et américain.

Coté anglais, inquiet du sentiment d'anglophobie qui se développe en France, on va tenter de justifier l'attitude britannique depuis le début du conflit tout en se livrant à un certain nombre de manœuvres inamicales. Churchill fait un discours devant la chambre des communes présentant "son historique des évènements" et maintenant sa thèse de l'obligation pour la France de respecter les accords du 28 mars. Aucune allusion à la flotte française ! Les Anglais par l'intermédiaire de leurs consuls en A. F. N. tentent de débaucher les commandements militaires locaux, sans succès, puis récusent le gouvernement Pétain le 23 juin.

De Gaulle s'envole pour l'Angleterre le 17 juin et lance le lendemain 18 juin son appel historique. D'autres appels vont suivre les jours suivants où il reprendra à son compte certains points contestables.

Hitler confère avec Mussolini et fait prévaloir ses vues. Il veut un arrangement avec les Britanniques et ne veut pas accroître l'hostilité de la France, la reddition de sa flotte ne sera donc pas exigée.

Les deux armistices qui sont signés et entrent en vigueur le 25 juin à 2 heures sont sévères mais pas déshonorants. La Flotte, en dehors d'une partie qui sera conservée en l'état pour la protection des approches de la Zone libre et de l'Empire, sera désarmée dans des ports français à définir.

LES MANŒUVRES DE CHURCHILL, DU 25 JUIN AU 3 JUILLET

On ne peut évoquer cette semaine sans faire référence au rôle personnel et déterminant qu'y a joué Churchill.

Personnage haut en couleur, d'une envergure exceptionnelle, personne ne met en doute ses capacités, on craint plutôt ses excès et sa "mentalité de joueur de poker". Francophile ; on le verra souvent en France remontant le moral des militaires et des politiques, prenant des décisions et faisant des promesses qui, comme "sa compréhension" au cours de la réunion du 13 juin, ne seront pas prises en compte par son cabinet et le War Office.

Dès le 12 juin il a compris que la partie était perdue sur le continent et que désormais seuls comptaient les intérêts de la Grande-Bretagne.

Partisan de la guerre à outrance, il préconise que le gouvernement français se batte jusqu'au bout puis quitte la France pour continuer la guerre. A partir du 17 juin il comprend que ses espoirs sont vains et ce qu'il va reprocher le plus au gouvernement français n'est pas l'armistice mais de ne pas avoir livré la flotte française à l'Amirauté britannique.

A ce moment, l'Angleterre est aux abois face à l'Allemagne avec quelques divisions mal équipées. Seules la R.A.F. et la Royal Navy peuvent retarder l'échéance que les pessimistes situent vers le 15 août et les optimistes à l'automne.

Mais Hitler souhaite un arrangement qui lui laisse les mains libres à l'Est. Des contacts occultes (le Duc d'Albe et le Duc de Windsor (?)) le font savoir, un seul préalable, le retrait de Churchill de la scène politique.

Churchill, menacé de l'extérieur, l'est aussi de l'intérieur avec une opinion publique vacillante et les milieux pacifistes, voire pro-allemands qui relèvent la tête. Churchill est convaincu que l'Angleterre doit se battre jusqu'au bout le dos au mur et qu'il est l'homme de la situation. Il lui faut donc un événement d'une gravité extrême pour prouver sa détermination et regrouper l'opinion publique autour de lui. C'est alors qu'il va imaginer personnellement "l'opération Catapulte" qui consiste à capturer ou détruire la flotte française disséminée dans les ports britanniques, à Alexandrie, Mers El-Kébir et Dakar.

Cette opération commence le 27 juin. Ce jour-là, l'amiral Godfroy, commandant l'escadre française basée à Alexandrie, reçoit l'ordre de rallier Beyrouth, il en informe l'amiral Cunningham qui lui répond très courtoisement qu'il lui-même reçut la veille l'ordre de ne pas laisser l'escadre française quitter Alexandrie.

Le 25 juin, dans un discours Churchill affirme : "Il est clair que les navires français passeront tous armés sous contrôle allemand ou italien". Le lendemain, l'Angleterre décrète le blocus des côtes françaises et l'embargo des navires français dans les ports anglais et à Alexandrie.

C'est à partir de ce moment que Churchill, réalisant que ses tentatives pour faire entrer l'Empire français en dissidence ont échoué, prend la décision de détruire les escadres françaises qui s'y trouvent. Il fait entériner cette décision par son cabinet en exigeant l'unanimité malgré la répugnance de certains ministres. Le 28 juin, les amiraux anglais sont informés de Catapulte et beaucoup sont consternés. L'un d'eux parlera même de "crime de guerre".

Le 29 juin, le feu vert est donné par les Allemands et les Italiens pour que les navires français soient désarmés dans des ports français de la Zone libre et d'Afrique du Nord.

Cette décision est communiquée aux Anglais. Mais devant l'offensive de paix qui se précise en Angleterre, Churchill décide de hâter l'exécution de Catapulte.

Le 1er juillet, l'amiral Sommerville, commandant l'escadre de Gibraltar, reçoit l'ordre d'exécuter Catapulte à Mers El-Kébir. Il présente ses objections mais reçoit l'ordre formel d'exécution. Les différentes missions françaises qui se trouvent encore en Angleterre reçoivent l'ordre de quitter l'île. Les Américains, quant à eux, se déclarent satisfaits des garanties françaises. Le 2 juillet à Portsmouth, l'amiral anglais Jares fait une visite de courtoisie aux équipages français. Le général de Gaulle, dans son appel quotidien, déclare : "Duquesne, Tourville, Suffren, Courbet auraient-ils jamais consenti à mettre à la discrétion de l'ennemi la flotte française intacte ?".

LE DRAME

Le 3 juillet peu avant l'aube, les Anglais s'emparent par la force de nos bâtiments se trouvant dans les ports de Portsmouth, Plymouth, Falmouth et Sheerness. L'opération est menée avec une violence et un manque d'égard le plus souvent inutiles. Bilan : un mort et trois blessés du côté anglais et un mort et un blessé côté français.

A Alexandrie, dans le bassin fermé du port un cuirassé, quatre croiseurs, trois torpilleurs et un sous-marin français font face à l'escadre anglaise dont les canons sont braqués sur eux à bout portant. A 8 h 00, l'Amiral Godfroy reçoit un ultimatum lui enjoignant :

- soit d'accepter de mettre ses bâtiments armés de volontaires à la disposition des britanniques,
- soit d'accepter qu'ils soient désarmés sous la surveillance des Britanniques, c'est à dire sous la contrainte.

En cas de refus, ils seront coulés dans un délai de 6 heures. L'amiral Godfroy entame les négociations mais en cours d'après-midi arrivent les nouvelles de Mers El-Kébir, semant l'indignation parmi les officiers français, et il faut bien le dire, la consternation parmi les officiers britanniques.

Finalement, à Alexandrie, le problème sera réglé sans effusion de sang grâce au sang froid de l'Amiral Godfroy et à la compréhension de l'Amiral Cunningham. En fait, tous deux enfreindront la lettre des ordres qu'ils ont reçus mais ils n'ont pas le choix. Les Anglais peuvent tirer les premiers, à cette distance, ils sont en mesure de volatiliser les navires français qui ont peu de chance de pouvoir riposter aux canons... Mais les croiseurs français sont en position idéale pour lancer leurs torpilles et ils auront le temps de le faire et de volatiliser l'escadre britannique. C'est une belle illustration de dissuasion mutuelle.

A Mers El-Kébir se trouve concentrée depuis peu la flotte de l'atlantique, c'est à dire les plus belles unités de la Marine française, renforcées par la flotte locale : quatre cuirassés, six contre-torpilleurs, un porte-avions, quatre sous-marins et des

torpilleurs. Ces bâtiments ne sont plus sur pied de guerre, les machines sont à l'arrêt et la configuration du port est telle que les cuirassés ne sont pas en mesure d'utiliser leur armement principal, les tourelles de 380 dirigées vers la terre.

Vers 7 h du matin apparaissent trois navires de ligne anglais, deux croiseurs, un porte-avions et plusieurs torpilleurs. Un ultimatum est présenté à l'Amiral Gensoul, commandant les forces navales françaises, exigeant :

- soit de rallier la Flotte britannique,
- soit d'appareiller sous contrôle britannique avec équipage réduit,
- soit de conduire la Flotte aux Antilles pour y être désarmée.

Les Français ont 6 heures pour s'exécuter ou se saborder. Dans le cas contraire, les Britanniques ouvriront le feu.

L'Amiral Gensoul fait prendre immédiatement les dispositions de combat et va essayer de gagner le temps nécessaire à ses bâtiments pour être en mesure de riposter, en proposant de les désarmer sur place.

L'Amiral Sommerville hésite à passer aux actes. Il télégraphie à Londres pour essayer de provoquer de nouveaux ordres. Quand son message arrive à l'Amirauté, Churchill est présent, les amiraux anglais voudraient bien en rester là mais Churchill maintient ses ordres.

En début d'après-midi, l'Amirauté française donne l'ordre aux escadres de Toulon et d'Alger de se porter au secours de Mers El-Kébir.

L'Amiral Gensoul, toujours pour gagner du temps, demande une nouvelle entrevue aux Anglais et il leur montre la directive de Darlan enjoignant aux Amiraux de lui désobéir s'il revenait sur ses ordres de sabordage. En vain.

A 17 h, la flotte anglaise, idéalement placée, protégée par le relief de toute riposte initiale, ouvre le feu. Immédiatement, la flotte française tente de sortir de la rade pour se déployer et riposter.

Seul, le Strasbourg escorté par quatre torpilleurs, parviendra à s'échapper et, après un bref engagement, sera rejoint par la flotte d'Oran, l'ensemble de ces bâtiments ralliera Toulon.

Pour le reste de la flotte à l'intérieur de la rade, c'est le massacre, écrasé sous les salves rapides anglaises, incapable de riposter ou de manœuvrer, l'ensemble des bâtiments est détruit ou coulé à l'exception miraculeuse du porte-avions Commandant-Teste.

A 18h00, une heure plus tard, l'Amiral Gensoul demande un cessez le feu pour relever ses blessés et évacuer les bâtiments. Sur place, c'est une véritable boucherie, les 1300 morts seront enterrés le lendemain. Les blessés sont évacués vers les hôpitaux d'Oranie. Mais le 6 juillet, il y aura un

nouveau raid, trois vagues d'avions lancées par le porte-avions Ark Royal viendront parachever le travail, faisant 4 morts et 150 blessés supplémentaires. Le porte-avions Commandant-Teste aura pu s'échapper à l'aube du 4 juillet.

L'opération Catapulte se termine à Dakar. Le 7 juillet, en fin d'après-midi, une escadre anglaise accompagnée par le porte-avions Hermès se présente devant le Port et envoie le même ultimatum qu'à Alexandrie. L'objectif est le Richelieu handicapé par des problèmes de machines et dont l'armement n'est pas complètement installé, suite à sa fuite du chantier naval de l'Atlantique où il était en cours d'achèvement.

Le 8 à l'aube, il sera successivement torpillé à l'arrière par un aviso puis achevé par un raid aérien. L'escadre anglaise ayant terminé son travail, se retire.

Il faut maintenant conclure en tentant de dégager les responsabilités et les conséquences de ce véritable guet-apens. En ce qui concerne les responsabilités, elles sont flagrantes et irrécusables. Elles se limitent à deux hommes à l'éthique dévoyée : Paul Raynaud, dont la suffisance et la légèreté livrèrent une France ligotée à son alliée la Grande Bretagne, Churchill, dont le manque total de scrupules et d'humanisme illustra le vieux dicton suivant lequel la fin justifie les moyens.

En ce qui concerne les conséquences elles sont incalculables. En France elles vont réveiller à juste titre une anglophobie latente, mais aussi regrouper autour de Pétain une opinion publique désarmée et faciliter dans les jours qui vont suivre la bascule que prépare Laval vers les pleins pouvoirs. Elles seront pain béni pour la propagande allemande et le camp de la collaboration.

Elles vont porter un coup décisif à la dynamique à l'appel du 18 juin, de la résistance, du ralliement de l'Empire et des grands chefs militaires, car de Gaulle va en quelque sorte justifier Catapulte en déclarant le 8 juillet : "...en vertu d'un engagement déshonorant, le gouvernement de Bordeaux avait consenti à livrer les navires à la discrétion de l'ennemi. Il n'y a pas le moindre doute qu'en principe et par nécessité l'ennemi les aurait employés soit contre l'Angleterre, soit contre notre propre Empire. Eh ! Bien, je le dis sans ambages, il vaut mieux qu'ils aient été détruits."

Ni les faits, ni l'histoire ne lui donneront raison sur ce point.